



DIMANCHE 25 SEPTEMBRE 2005

INTERVENTION DE ARNAUD MONTEBOURG

Chers amis,
Chers camarades,

J'ai beaucoup de plaisir à revenir à Rennes après les bons souvenirs de cette campagne électorale si ardente, si forte, si vive, si sympathique aux côtés de Jean-Yves Le Drian et Didier Le Bougeant que, évidemment je salue et qui me rappelle le souvenir de ces moments où le parti est en adéquation avec son électorat, où l'on sent qu'ensemble il y a des choses à faire.

Je veux remercier bien sûr Frédéric, Premier Secrétaire. Moi-même étant Premier Secrétaire de Saône-et-Loire, c'est toujours un plaisir de comparer les histoires politiques, les traditions ; et dans cette belle terre de Bretagne qui est la vôtre, j'ai grand plaisir à vous adresser le salut d'un petit Bourguignon.

Bonjour, également, à vos deux députés, Philippe [Tourtelier] et Jean-Michel [Boucheron], Jean-Louis [Tourenne], Président du Conseil Général. En Saône-et-Loire, aussi, nous avons pris ce Conseil Général ; des jeunes Conseillers Généraux sont apparus, agriculteurs, jeunes ouvriers qui sont devenus les élus du Parti Socialiste, qui ont travaillé leur canton, se sont implantés et ont convaincu que le socialisme était multiple, riche, varié et surtout savait se renouveler. J'ai vu quelques visages et celui d'une jeune conseillère générale qui nous rappelle ce que nous avons fait en Saône-et-Loire.

Merci également au Président de l'Union Départementale des Elus Socialistes et Républicains, Guy [Jouhier], ainsi qu'à l'Animateur fédéral du Mouvement des Jeunes Socialistes qui nous a donné tout à l'heure un bel exemple de discours.

C'est évidemment en pensant aux événements de Louisiane que, sur la route tout à l'heure, griffonnant des éléments de discours, je pensais à ce que peut être une société qui décide de renoncer à son collectif. Une société où l'individu est censé se débrouiller par lui-même, où l'Etat n'est présent que pour assurer, et encore bien tardivement, que les missions de police ou militaire. Où il n'y a plus la main tendue et le secours. Et où ces malheureux, les plus pauvres dans cet ancien état esclavagiste de Louisiane, les Noirs, tous, sans exception, se sont retrouvés abandonnés par leur pays, pendant que le Président des Etats-Unis se félicitait des derniers résultats de sa guerre en Irak d'ailleurs accomplie, comme vous le savez, contre la légalité internationale.

Je pensais, dans ces moments-là, à ce que pouvait vouloir dire une politique de baisse d'impôts qui est l'instrument politique majeur des républicains américains depuis vingt ans. De Ronald Reagan jusqu'à George Bush, père et fils, il n'y a pas eu d'exception où à chaque instant les impôts ont été diminués et, lorsqu'un Président démocrate, même très pâle comme Bill Clinton, avait voulu les augmenter, il ne pouvait le faire car la Chambre des représentants républicaine le lui avait refusé.



Baisse d'impôts, cela veut dire pas de solidarité. Cela veut dire que, lorsqu'un phénomène climatique, aussi dévastateur que celui qui a pris le nom de Katrina, détruit jusqu'à l'âme d'une ville d'un million d'habitants, il n'y avait personne pendant une semaine pour répondre aux appels à l'aide de cette population abandonnée à elle-même, l'Etat se retirant. Tel est le projet des droites les plus libérales, ultra-libérales que les styles. Ils laissent la misère. Ils laissent ceux qui n'ont pas d'autres moyens qu'eux-mêmes et leurs propres moyens parfois bien misérables, ils laissent l'individu à lui-même.

Il faut méditer sur cette affaire. Car, les ultra-libéraux d'Europe et de France, incarnés parfaitement par le discours de Nicolas Sarkozy, ont exactement le même projet : moins d'impôts et le mettent en œuvre. Monsieur de Villepin, Monsieur Raffarin, Monsieur Sarkozy, comme le disait tout à l'heure votre Premier Secrétaire Fédéral, n'ont pas d'autre projet que le même qu'ils mettent en commun : réduire à tout prix la surface, le poids de l'Etat, organiser en quelque sorte la débrouillardise et l'individualisme, faire en sorte que la société elle-même se débrouille et que l'Etat ne soit pas au rendez-vous collectif que pourtant les Européens ont toujours eu dans l'Histoire. C'est ce viol politique-là qui est en train de s'organiser.

Regardant les élections allemandes, nous voyons que l'ensemble des gauches ont la majorité absolue, bien qu'incapables de s'unir sur un programme de gouvernement commun. Nous voyons bien que ceux qui ont été désavoués, ce sont les ultra-libéraux de Madame Merkel avec le même projet de baisse d'impôts, de diminution de la force de l'Etat et des mécanismes de secours collectifs eux-mêmes patiemment bâtis pendant des siècles de luttes syndicales, de mouvements politiques par la social-démocratie ou le socialisme tel que nous l'avons connu nous-mêmes.

Aujourd'hui, regardons ce qu'est en train de devenir ce nouveau capitalisme. C'est important pour nous, socialistes, qui avons deux ou trois tâches à accomplir dans l'histoire, héritiers du mouvement ouvrier que nous sommes, où nous avons été au XIXe siècle, au XXe siècle ceux qui ont fait le contrepoids, ceux qui ont porté dans l'enceinte politique les batailles syndicales du mouvement ouvrier et qui ont obligé le capitalisme à partager la richesse, organiser autrement les mécanismes de répartition de ce que cette richesse nationale aurait pu distribuer autrement si on ne l'avait laissé faire.

Nous voyons bien que notre mission, c'est le compromis politique par la voie politique, par l'action politique imposée à la toute puissance de l'économie et des marchés. Lorsqu'au dix-neuvième siècle, au vingtième siècle, le mouvement ouvrier, le mouvement socialiste ont construit cet équilibre, ils ont bâti ce qu'on a appelé : l'Etat providence, où l'on partageait ensemble dans un cadre national. Aujourd'hui, ce cadre est en train de disparaître. Aujourd'hui, il n'y a plus de frontières. Et aujourd'hui, toutes les politiques social-démocrates sont attaquées, prises en otage dans cette espèce d'économie du chantage : « Vous voulez faire les trente-cinq heures, l'économie se vengera nous délocaliserons nos entreprises. Vous voulez du pouvoir d'achat, nous nous vengerons, nous partirons ailleurs, où le coût du travail est moins cher ». Voilà le langage permanent que nous rencontrons dans cette nouvelle forme de mondialisation débridée, où il n'y a plus de limites et où plus aucune politique ne permet d'atteindre et de peser.

C'est ça notre problème. Nous n'en avons qu'un seul, c'est celui-ci. Nous pourrions écrire toutes les motions, tous les programmes et nous serons tous d'accord parce que nous sommes tous socialistes ambitieux. Nous avons notre part d'idéalisme et de réalisme. Nous savons conjuguer le réel et l'idéal. Mais la vérité, c'est qu'aujourd'hui les Etats providence sont mis en concurrence : les niveaux de salaire, les niveaux de protection sociale. Aujourd'hui, nous n'avons pas toujours les moyens de réagir. Ce qui se passe à Grenoble à Hewlett Packard, ce qui se passe dans ma région à Châlons-sur-Saône avec Kodak, les entreprises transnationales n'ont plus de frontières. Nous étions habitués à un capitalisme industriel et national, le voici financier, vorace et transnational. Qui pourra l'arrêter ?

Voilà les données du problème. Il ne faut pas se les cacher. Nous pouvons faire des discours, mais notre travail de transformation de ce que nous sommes au contact de cette réalité nouvelle, est indispensable si nous voulons être en mesure de convaincre. Car, comme le disait ce grand philosophe allemand Jürgen Habermas, « la mondialisation, c'est l'effondrement du pouvoir d'achat des bulletins de vote ». Il voulait dire par là ce que me disent mes électeurs sur mon marché, dans ma sous-préfecture, à Louans : « Mais Monsieur Montebourg, vous êtes sympathique ; mais franchement pourquoi voudriez-vous qu'on aille voter ? Ce n'est plus vous qui décidez. Vous êtes une marionnette, bien sympathique, mais vous êtes une marionnette ». Ce qui m'importe, c'est que ce ne soit pas l'économie qui dirige, mais la politique. Si je n'avais qu'une leçon à tirer de ce 29 mai dernier, je dirais que ce qu'ont demandé massivement les populations européennes - pas seulement française, car il y eut aussi la Hollande ; nous l'avons vu aussi dans les débats nationaux relatifs au Traité Constitutionnel Européen -, elles ont demandé de l'aide, de la protection. Face à la toute puissance de l'économie et des marchés, elles ont demandé de la politique.

Elles veulent de la politique, c'est-à-dire les moyens par lesquels la démocratie et la souveraineté seront plus fortes que la libre circulation des marchandises, que la concurrence sans limites. Elles veulent de la politique et c'est à nous de trouver les moyens de leur en donner.

Devant cette équation difficile à résoudre, vous voyez ce que fait la droite. Elle présente l'ordre économique et social du monde comme étant naturel ; elle dit : « nous sommes obligés de nous adapter parce que si nous ne le faisons pas, nos entreprises fuiront, les fortunes s'exileront ». Vous savez, c'est un peu comme les émigrés sous la Révolution qui prendraient le tunnel sous la Manche pour aller en Angleterre dans le grand paradis fiscal des Grands Bretons. Ils nous disent : « nous sommes obligés de nous aligner sur les standards anti-sociaux et fiscaux de la mondialisation ultra-libérale ». Ça, c'est le langage permanent.

L'affaire du Contrat nouvelle embauche est une affaire tout à fait effrayante. Il faut la décrypter un instant. Ce contrat est pire que le CDD contre lequel beaucoup de salariés, de Français ont protesté et ont fait savoir à quel point leurs conditions salariales étaient devenues insupportables : ne pas savoir combien de temps on va être au travail ; ne pas savoir avec quoi l'on va finir le mois. On vous prend un jour, trois jours, quatre jours, on vous jette. « Comment vais-je faire pour boucler ma fin de mois, j'ai mes deux enfants et je suis seule pour les élever ». Souvent nous voyons cela dans nos permanences.

Dans les usines de l'agro-alimentaire de ma région, nous voyons comment le personnel est chahuté : les conditions de travail de plus en plus rudes, la pression sur le travail, le productivisme qui atteint jusqu'à la chair se manifestant par une explosion, pas seulement statistique, réelle que nous constatons sur le terrain des maladies professionnelles. Nous voyons bien que ces salariés-là, ils sont des millions en France. Sept millions ne sont pas protégés. Ils sont les ouvriers devant la mondialisation. De même que les paysans eux-mêmes doivent aujourd'hui affronter le prix mondial de la marchandise agricole et les produits agricoles, ils sont eux-mêmes paysans comme salariés des industries, confrontés à la même difficulté, à la même précarité, aux mêmes risques.

Et lorsque le CNE, après le 29 mai, à la faveur d'une ordonnance estivale où l'on a mis le Parlement en vacances - Philippe et Jean-Michel s'en souviennent -, on nous a dit : « mais vous n'avez pas à discuter cette affaire, le gouvernement s'en chargera lui-même ». D'ailleurs il n'était même pas sûr qu'ils aient eu toutes les voix de l'UMP même si ils étaient bien heureux de rendre heureux à son tour le MEDEF qui est la seule organisation professionnelle à s'être félicitée publiquement de ce dispositif. Cette affaire de CNE, c'est très simple : vous êtes licencié par simple lettre recommandée. On ne vous regardera même plus dans les yeux.

En plus et c'est un fait nouveau, vous n'aurez même plus le droit de vous en plaindre devant un quelconque juge. Auparavant, lorsqu'il y a un droit, il est possible de se plaindre de l'abus de ce droit ; et bien là, même cela n'est pas autorisé. Un salarié pendant deux ans sera sur un siège éjectable ; au bout de six mois s'il est licencié, on lui donnera moins que le RMI, car désormais, c'est un forfait. Au moins dans le CDD, il y avait la date fixe et accomplie. On savait qu'on était embauché pour trois mois ; on savait qu'on était embauché pour six mois ; on savait que c'était renouvelable peut-être et l'on savait qu'on avait une indemnité de fin de contrat. Là, rien du tout. Et l'on nous dit, c'est Monsieur de Villepin et sa crinière qui vient nous le dire à la télévision : « c'est dans votre intérêt, Mesdames et Messieurs, c'est pour vous être utile, car nous voulons que cette affaire crée des emplois ». Nous avons les premières statistiques : les CNE remplacent les CDD, c'est donc une augmentation de la précarisation et non une augmentation de l'emploi.



Il y a une affaire d'escroquerie derrière ce CNE. Et il faut le dire autour de vous. Il faut dire : « en plus vous ne pourrez pas aller aux prud'hommes, pour vous plaindre de l'abus qu'un employeur pourrait faire de sa liberté totale de licencier ». Combien de fois voyons-nous arriver ces salariés qui ne peuvent même pas se plaindre que leurs heures supplémentaires ne sont pas payées et qui disent : « si je m'en plains, je serai viré ». Le CNE donne carte blanche aux employeurs abusifs et interdit aux salariés d'aller devant un tribunal pour au moins obtenir justice.

A-t-on jamais vu que, par ordonnance, un gouvernement congédie le Parlement, enjambe les syndicats pour violer un principe constitutionnel qui est celui de l'accès à la justice, à l'équilibre contractuel. Nous sommes revenus au bon vieux temps du Code Napoléon où l'on préconisait le louage d'ouvrages, où l'on vendait les mains de ces manœuvriers, c'est comme ça qu'on les appelait. Nous sommes revenus au XIXe siècle. Nous, les héritiers du mouvement ouvrier dont je parlais tout à l'heure, avons certainement - et nous le comprenons - du travail et du pain sur la planche.

Est-il utile de parler de l'affaire des baisses d'impôts, programme totalement inspiré des républicains américains qui a été mis en œuvre dès les premiers jours de l'arrivée du gouvernement Raffarin. Ce gouvernement, je me souviens encore avec les camarades parlementaires de cette première loi de Finances d'octobre 2002. Dans le même document, la même loi de Finances, il y avait deux dispositions. C'était extraordinaire de caricature : d'un côté la diminution, car il fallait les aider à souffler les malheureux, d'un demi-milliard d'euros de l'impôt de solidarité sur la fortune et de l'autre côté l'augmentation d'un demi-milliard d'euros du ticket modérateur à charge pour les familles les plus modestes ayant une personne âgée dépendante à leur charge. C'était la politique du « je prends aux plus modestes pour donner aux plus riches ». C'est le contraire de Robin des Bois qui prenait aux plus riches pour donner aux plus pauvres. Là, nous avons un acte politique incroyable où l'on assumait. Et cette droite-là n'a cessé de le faire depuis : assumer la redistribution à l'envers en direction des plus aisés.

Lorsque l'impôt sur le revenu s'est trouvé diminué à plusieurs reprises depuis, quelques années plus tard, le ministre Breton, qui n'a pas de crinière mais a des bouclettes, est venu nous dire que la France était endettée, qu'elle vivait au-dessus de ses moyens. Ah bon, mais pourquoi a-t-on diminué les recettes ? Pendant que la machine à diminuer les impôts sur les plus aisés est en marche, nous voyons bien qu'il y a la machine à taxer les plus pauvres qui fonctionne à plein pot : le tabac, l'essence... Pourquoi y a-t-il un euro de taxe sur le litre de gas-oil ? Parce que, comme on a diminué les impôts, on a besoin d'argent pour alimenter les caisses et qu'il est hors de question de remettre en place la TIPP flottante, qui pourtant était une manière d'atténuer le niveau des taxes lorsque le prix à la pompe augmentait.

Les radars, pourquoi tous ces radars ? Parce qu'on a besoin d'argent. Le tabac ? Bien sûr la santé publique, mais parce qu'on a besoin d'argent : plus 56% de taxes. Les impôts locaux ? A raison précisément des transferts de charges considérables. Nous en parlions avec Jean-Louis, votre Président du Conseil Général ; comme chez nous dans nos départements bourguignons, ce sont des taxes déguisées que le gouvernement impose aux collectivités locales, sur ceux qui paient les impôts. Les quatre vieilles comme on disait : taxe d'habitation, foncier bâti, non bâti et taxe professionnelle ; c'est-à-dire des impôts qui ne sont pas proportionnés aux capacités contributives des contribuables. Nous avons là finalement la machine de l'injustice qui s'est mise en marche à tous les niveaux du fonctionnement de l'Etat.

La droite, elle, ne mégote pas. Quel était l'argument utilisé pour privatiser les autoroutes : « nous vivons au-dessus de nos moyens et nous devons retrouver quelques recettes. Nous avons imaginé d'en trouver à peu près entre dix et douze [milliards d'euros] dans la privatisation des sociétés concessionnaires d'autoroutes. » Chers camarades, les péages, que vous payez à l'entrée des autoroutes, servaient auparavant à construire d'autres infrastructures, à relier la France avec elle-même, à organiser la solidarité entre les territoires. Désormais, ces péages serviront la rampe d'actionnaires qui auront fait des placements absolument hors concurrence, quasiment obligatoires ; car lorsque vous achetez des parts de sociétés d'autoroute, vous n'achetez aucune concurrence, vous êtes vous-mêmes en situation de monopole et vous obtenez ainsi la rémunération garantie pendant des années qui servira des intérêts privés. Voilà la politique de la droite sur cette affaire d'autoroutes. Mais Monsieur Breton a dit au mois de Juillet qu'il faisait cela parce que nous avons besoin d'un peu d'argent à force d'en avoir restitué aux catégories sociales clientèle de la droite. Et deux mois plus tard, Monsieur de Villepin nous explique qu'il va continuer à baisser les impôts.

Lorsque nous avons vu apparaître le nouveau plan de trois milliards et demi de baisse d'impôts supplémentaire annoncé aux Français, ne nous laissons pas prendre par ces pièges où il est expliqué : « ce sont maintenant les classes moyennes qui sont concernées donc ça va mieux ; ce n'est plus le sommet des catégories contributives, ce sont les couches moyennes ». Quand on a dit ça, on a tout dit ! On a créé un impôt proportionnel au lieu d'un impôt progressif, c'est de cela qu'il s'agit, c'est d'abord diminuer l'impôt sur les plus aisés et les plus riches. C'est la même opération qu'il y a trois ans ; elle se répète. Dites-le autour de vous. C'est évidemment une opération qui va conduire ce même gouvernement à nous dire dans six mois peut-être : « la France vit au-dessus de ses moyens, nous devons privatiser encore d'autres bijoux de la famille France ».

Chers camarades, tout cela montre bien ce que nous devons appeler par son nom : il s'agit d'une politique de classe. On n'y peut rien, c'est ainsi ! Les uns au détriment des autres ; il faut appeler un chat un chat.

Pendant ce temps-là, il en est un autre qui assume parfaitement ses choix politiques, qui mène cette politique, qui la présente comme étant naturelle, c'est Monsieur Sarkozy. Alors, je vais vous dire un tout petit mot de Monsieur Sarkozy. Voilà un personnage qui fait l'attraction et fait beaucoup de distraction en France, mais nous sommes entrés quand même dans l'ordre de la diversion. Il y a une sorte de Sarko-Circus qu'on voit passer sur les plages. Peut-être est-il venu à Rennes ? Peut-être repassera-t-il par là ou par ici. Monsieur Sarkozy fait de l'agitation et de l'animation. Maintenant, nous nous préoccupons des peines de cœur du ministre d'Etat ; il y a une sorte de grand roman photo national. De ces histoires de couple dont nous nous moquons franchement, nous n'en avons cure ; ce qui nous intéresse, c'est le bilan de la politique de Monsieur Sarkozy.

Souvenez-vous des délocalisations ! Il voulait édifier la ligne Maginot pour empêcher que les délocalisations ne se poursuivent, elles se poursuivent. La vie chère dans les supermarchés, souvenez-vous ! Monsieur Sarkozy s'était fait, en roulant les mécaniques sur le podium de la République, une capacité surnaturelle à enrayer la vie chère dans les supermarchés ; je pense que vous en avez constaté les effets... C'est le Sarko-Circus qui arrive... La prostitution, souvenez-vous ! La stigmatisation d'un certain nombre de catégories sociales dont les prostituées. Je me souviens même qu'à un moment le délit de mendicité devait être rétabli et que l'abbé Pierre s'est mis en travers de la route de Monsieur Sarkozy en expliquant que lui aussi avait été pauvre et avait demandé de l'aide, disant : est-ce que il est nécessaire de créer un délit pour empêcher qu'on soit un mendiant lorsqu'on est pauvre dans notre pays ?

Nous nous souvenons aussi de ces attaques contre les droits de l'homme ; ce n'est pas que l'allusion au Karcher que je veux ainsi stigmatiser et condamner, mais souvent on avait dit : « vous savez ces droits de l'homme, ces gens qui ne s'intéressent qu'aux droits de l'Homme ». Pour un ministre de l'Intérieur, c'était là une déclaration très grave. Car finalement, il s'en prenait à l'image du pardon républicain, l'image de la rédemption chrétienne - d'ailleurs l'une est la version chrétienne de la version laïque -. Je me souviens qu'il y avait eu des passes d'armes au Parlement sur cette question, où dans la confrontation de nos valeurs, nous étions, nous les socialistes, du côté de ceux qui disaient : « mais il y a des gens qui sont morts pour les Droits de l'Homme ». Le droit des hommes et des femmes, le droit à la sûreté de ne pas être inquiété lorsqu'on est innocent, le droit de ne pas avoir peur de sa police puisqu'elle est là précisément non pas pour nous inquiéter mais précisément pour arrêter les coupables et non pas stigmatiser certaines catégories de la population.

Je me souviens qu'il y avait un débat tout à fait difficile sur la question de la prostitution. Celles-ci ont disparu des centres-villes bourgeois, c'est exact ! elles sont maintenant dans les périphéries des villes, jetées dans les bras d'une forme de clandestinité et de leurs souteneurs. Finalement, on a déplacé le problème ; on l'a mis derrière un rideau pudique, mais a-t-on réglé ces problèmes ?

L'affaire de la délinquance. Monsieur Sarkozy, là aussi, a fait preuve de toutes les promesses. C'est très simple. Vous savez comment ça fonctionne ? Le ministère de l'Intérieur téléphone au préfet et lui demande une diminution des statistiques. Diminuer les statistiques et la délinquance diminuera. D'ailleurs vous avez remarqué que depuis 2002, il n'y a plus de sujets sur les chaînes de télévision relatifs à l'insécurité des Français ; pourtant, une note confidentielle des Renseignements Généraux a montré que l'année 2005 détenait déjà le record des voitures brûlées.

Nous voyons donc que ce système politique est discrédité, où nous voyons que la France elle-même n'arrive pas à retrouver la confiance. Le 21 avril 2002, il y eut 14 millions d'abstentionnistes, il y eut 6 millions de votants aux extrêmes. Depuis cette période si saisissante, nous n'avons finalement pas réussi à convaincre que nous puissions imaginer un autre système politique pour la France.

Les Français ne croient plus dans la politique. Les Européens d'ailleurs doutent ; nous le voyons bien avec la montée des populismes dans tous les pays européens : le Flamsblock au Danemark, en Italie, même en Allemagne, pays qui a interdit le nazisme, donne des voix à un parti néo-nazi qui reprend le signe hitlérien. Nous voyons que partout dans les pays européens apparaissent les doutes relatifs aux partis de gouvernement qui, comme le nôtre, ont été en charge et aux responsabilités.

Si nous ne sommes pas capables de refonder la démocratie, de dire à nos concitoyens qu'il est possible d'imaginer de prendre des décisions autrement, en tenant compte davantage de ce qu'ils sont, de ce qu'ils pensent. Si nous n'avons pas cette audace-là de reconstruire une autre République plus sociale, plus démocratique, moins autoritaire et surtout moins impuissante à régler les problèmes, nous voyons bien que le poison du présidentielisme à la française fait apparaître cinq candidats déclarés du côté de la droite, dont deux qui se mènent une guerre sans merci au cœur de l'Etat, menaçant même les fonctions vitales du système étatique, Monsieur de Villepin et Monsieur Sarkozy. Nous-mêmes ne savons pas résister à ce poison-là puisque nous sommes également touchés par la multiplication des candidatures. Pendant que l'on se bat sur des ambitions, sur des candidatures, croyez-vous que les projets avancent et croyez-vous que la crédibilité politique progresse ? Elle recule.

Ce n'est pas qu'une affaire d'auto-discipline et je ne jette la pierre à personne, croyez-le bien. C'est une affaire de système politique et les socialistes doivent faire l'analyse et le deuil d'un système aussi dangereux pour nous-mêmes.

Face à la violence de l'économie, chers camarades, il va falloir que nous reconstruisions un système démocratique. Nous en avons besoin en Europe. Nous en avons besoin également en France. Car que reste-t-il aux salariés ? Seul face à son employeur, sans syndicat, que lui reste-t-il ? Il lui reste le bulletin de vote et si ce bulletin de vote ne reprend pas urgemment un quelconque pouvoir, il n'aura aucune raison de retrouver le chemin de la confiance.

C'est-là notre travail sur nous-mêmes qu'il faut engager. Nous le disons avec quelques camarades depuis 2002 lorsqu'avec nos étiquettes, nos histoires politiques si différentes dans le parti - l'histoire récente du parti est riche de parcours disparates -, mais la force du parti est d'avoir su toujours être capable de rester rassemblé. L'unité est notre talisman. Nous avons sept partis socialistes en 1905 avant l'unité. Il y a eu des problèmes : 1920, il y a eu l'affaire de la SFIO sur la fin ; nous avons toujours réussi à surmonter nos débats, nos désaccords. Toujours.

Il n'y a pas de raison que nous ne passions pas cette période comme nous avons passé les autres. Néanmoins, cela ne veut pas dire que nous dussions rester immobiles, sans réflexion sur nous-mêmes, aveuglement dans la même ligne que nous avons toujours été. Nous devons nous remettre en question. Lorsque après ce 21 avril 2002 qui a vu notre candidat éliminé de cette élection majeure, regardant d'ailleurs les élections partielles se succéder les unes aux autres, nous serions fous pour rester immobiles et défendre je ne sais quel statu quo. Nous avons besoin, chers camarades, de réfléchir à ce que nous pouvons bâtir de nouveau.

Nous pouvons faire tous les programmes que nous voulons, si nous ne nous attaquons pas à la question des outils. Les outils, ce sont les instruments qui nous permettront de concrétiser ce que nous voulons faire. Les outils, ce sont les outils démocratiques, les outils politiques face à la mondialisation qu'il va falloir forger. C'est cette exigence politique qu'il va falloir mettre en œuvre, en assumant une forme de confrontation avec nos adversaires dans le système médiatique, dans le système politique dans le système économique et social.

Si nous ne sommes pas capables de cette confrontation, nous sommes menacés par nos adversaires qui ont un avantage stratégique considérable. Ils ont d'abord reconstruit leur outil politique, le parti unique de l'actuelle majorité. Ils ont un leader et un seul contrairement à quelques apparences. Ils ont aujourd'hui des idées tout à fait claires et savent où ils veulent aller.



Nous autres, nous avons quelques retards par rapport aux années qui se sont écoulées. Nous avons une urgence, c'est de mettre en face des conceptions tout à fait militaires de nos adversaires, des idées nouvelles, des dirigeants nouveaux, des projets qui assument les difficultés et l'équation dont je parlais au début de mon propos et qui regardent en face les difficultés que nous aurons à affronter. Sinon qui nous croira ?

Il y a trois ans au Congrès de Dijon, à la tribune j'évoquais la sixième République. Je me souviens de camarades qui regardaient cela avec une douce ironie. Ils disaient : « mais qu'est-ce que ça vient faire là, ça n'intéresse personne ». C'est le rêve de Pierre Mendès-France la sixième République. C'est l'idée contractuelle de la politique conçue de conscience à conscience, où l'on s'adresse au citoyen parce qu'il est un adulte, pas un enfant qu'on mènerait où l'on voudrait, qu'on corrigerait lorsqu'il ne comprend rien, qui lorsqu'il vote mal se ferait injurier ; un adulte qui, souverain qu'il est, déciderait du destin qu'il veut avoir pour son pays. Ce n'est pas les veaux dont parlait le Général de Gaulle parlant de notre belle nation, des Français qui la composent. Ce sont les adultes qui veulent construire un contrat de gouvernement pour affronter ensemble les obstacles qui seront difficiles à surmonter sur la route d'un pays qui refuse l'ultralibéralisme, qui cherche des solutions alternatives, comme tous les pays européens aujourd'hui les cherchent.

C'est aux socialistes des temps nouveaux et modernes de les rechercher et de les construire. Il faudra sortir des sentiers battus. Il faudra aller rechercher y compris des idées que nous n'osions pas assumer, il y a quelques temps.

Le Parti m'a fait l'honneur de m'envoyer dans la délégation socialiste à la Convention qui a investi John Kerry à Boston, l'année dernière. Dans son discours d'investiture, John Kerry avait dit une chose qui m'avait tout à fait frappé - dieu sait si nous avons souvent moqué la gauche américaine ; nous étions nous, à l'évidence d'une essence supérieure -. Et pourtant j'ai été extrêmement surpris d'entendre John Kerry et le candidat à la vice-présidence John Edwards, sénateur de Caroline du Nord, dire à quel point c'était devenu une urgence de remettre en question le traité de l'Organisation Mondiale du Commerce. C'est une idée qu'aucun social-démocrate européen n'a encore décidé de mettre à sa boutonnière, mais je puis vous dire qu'en ce qui me concerne c'est fait.

Beaucoup de socialistes en Europe s'interrogent sur ces outils. La question du commerce mondial est une question centrale. La nature de la concurrence qu'on peut se faire à travers ce commerce mondial est une question tout aussi importante. La question des instruments sur l'économie que les Etats ont abandonnés à des autorités administratives indépendantes en tous genres, à des cercles d'experts, bref, tout ce qui a été dépolitisé pendant vingt ans, nous devons nous les réapproprier, les reprendre en nous pour en disposer sur le plan politique et « agir sur le réel » pour, comme le disait Jean Jaurès, « aller à l'idéal ». Ça c'est un programme qu'il va falloir que nous ayons le courage de construire ensemble à l'occasion de ce congrès.

Je voudrais dire une dernière chose. Ayons peur des élections présidentielles ; elles sont beaucoup destructrices. En revanche, n'ayons pas peur des congrès. Tous les militants, les anciens, se souviennent du congrès de Metz, se souviennent des congrès de fond où il y avait des débats. Pierre Mauroy n'était pas dans la majorité de François Mitterrand en 1978, il fut Premier Ministre de François Mitterrand.

Le Parti d'Epinay, c'est le parti où il n'y a pas une majorité, une minorité. Je suis d'ailleurs surpris d'entendre qu'il y aurait des minoritaires et des majoritaires. Tout le monde a un morceau de vérité dans le Parti d'Epinay de François Mitterrand. Il n'y a pas ceux qui ont raison et les autres qui ont tort. Tout le monde a tort et tout le monde a raison. C'est cela la vérité d'un parti uni, d'un parti qui s'aime, d'un parti qui se respecte, d'un parti qui part à la conquête.

Alors moi, je vais vous dire : n'ayez pas peur de choisir en conscience. Je m'adresse à la conscience libre de militants de toute la France. Nous le disons, il y a des idées fortes dans ce congrès qui vont être à la disposition des esprits ; emparez-vous en. Ces idées sont peut-être ce qui permettra de faire évoluer le parti socialiste. Nous avons besoin qu'il reste groupé, uni. Mais nous avons besoin aussi qu'il se transforme lentement avec lui-même, en harmonie avec lui-même. Ce n'est pas l'unité et l'obligation d'immobilisme. C'est l'unité et la rénovation ensemble. Alors je veux vous dire : choisir ce n'est pas se diviser. Choisir dans un parti démocratique libre comme le nôtre, c'est choisir notre destin commun. Vous verrez que c'est un formidable moment pour soi-même et pour nous tous.

Je vous donne rendez-vous pour certains d'entre vous au Mans. En tout cas, je vous souhaite de belles et futures conquêtes en Ille-et-Vilaine et en Bretagne et amitiés d'un petit Bourguignon de passage.